

Un nouveau rapport pose les assises pour la mise au point d'un programme national de perfectionnement

Un nouveau rapport du CCLAT énonce clairement qu'il y a possibilité d'améliorer la qualité des services de traitement offerts aux clients aux prises avec des problèmes d'alcool et d'autres drogues en mettant davantage l'accent sur le perfectionnement de la main-d'œuvre affectée au traitement des toxicomanies au Canada.

Le rapport détaillé de 40 pages, intitulé *Optimisation de la main-d'œuvre affectée au traitement des toxicomanies au Canada : les résultats d'une enquête nationale auprès des fournisseurs de services*, examine les niveaux et les types d'éducation actuels chez les directeurs, les superviseurs et les intervenants travaillant au sein de services et d'organismes spécialisés dans le traitement des toxicomanies. Il traite également des lacunes au chapitre de la formation et du perfectionnement professionnel, en plus de soulever plusieurs autres facteurs qui influencent la capacité qu'ont les intervenants œuvrant dans le domaine du traitement à offrir aux clients des services de la plus haute qualité.

Le rapport termine en présentant dix mesures recommandées visant à appuyer un programme national dont l'objectif est d'optimiser la main-d'œuvre canadienne affectée au traite-

ment des dépendances. Les recommandations préconisent un plus grand leadership et des stratégies de soutien, y compris la création d'un réseau canadien de traitement, la création d'un site Web interactif visant à promouvoir les pratiques exemplaires et l'établissement de normes nationales en matière de main-d'œuvre. Dans les autres recommandations, on demande que la formation et l'éducation soient

annuel aura lieu du 18 au 21 juillet à l'Î. P. É. (visitez le site Web du CCLAT au www.cclat.ca pour connaître tous les détails). Dans une autre recommandation, on demande que les présentations et les ateliers sur le perfectionnement de la main-d'œuvre soient à l'ordre du jour de la conférence nationale « Questions de substance » du CCLAT qui aura lieu en novembre (voir page 3 pour de plus amples détails).

Les dix recommandations ont été examinées par un groupe composé d'environ 40 spécialistes du perfectionnement de la main-d'œuvre et du traitement d'un bout à l'autre du Canada dans le cadre d'un atelier thématique national tenu les 23 et 24 mars. Le groupe vise à créer un programme national de perfectionnement de la main-d'œuvre.

Le rapport du CCLAT est basé sur

une enquête postale confidentielle menée entre mai et novembre 2004 auprès des directeurs ou des dirigeants ainsi que des employés d'organismes et de services spécialisés dans le traitement des toxicomanies. Il relève un certain nombre de forces et de faiblesses au sein de la main-d'œuvre canadienne affectée au traitement des toxicomanies. Par exemple, la main-d'œuvre est

(Suite à la page 4)



► Le Dr Alan Ogborne a passé en revue les résultats de l'étude du CCLAT sur la main-d'œuvre dans le cadre d'une réunion nationale des intervenants dans le domaine du traitement qui a eu lieu à Ottawa en mars.

basées sur des pratiques exemplaires, en plus de continuer la recherche sur les besoins de perfectionnement professionnel.

Le travail va déjà bon train sur deux autres recommandations. Une préconise le maintien et l'expansion du Symposium estival national sur les toxicomanies, coparrainé par le CCLAT et le Centre de recherche en toxicomanie, Service correctionnel du Canada. Le troisième Symposium

La toxicomanie au Canada 2
Le CCLAT publie un « instantané » des enjeux et options actuels

Résultats détaillés de l'ETC 2
L'Enquête établit de nouvelles connaissances et orientations

« Questions de substance » 3
Conférence nationale du CCLAT prévue pour le mois de novembre

Un nouveau défi pour le SEP 3
Le réseau de collaboration s'implante au niveau provincial

Sources de financement en ligne 4
Base de données sur les sources de financement en toxicomanie

Le Centre prend position 4
Le CCLAT fait part de ses commentaires sur le projet de loi C-206

Activités et événements 4

Action nouvelles est publié par le Centre canadien de lutte contre l'alcoolisme et les toxicomanies, 75, rue Albert, pièce 300, Ottawa K1P 5E7

Site Web : www.cclat.ca

Rédacteur en chef :

Richard Garlick

Communiquez avec le rédacteur si vous désirez recevoir la version électronique d'*Action nouvelles*.

Tél. : (613) 235-4048, poste 230;

Télec. : (613) 235-8101

Courriel : rgarlick@ccsa.ca

ISSN 1701-4530

Ce bulletin a été rendu possible en partie grâce à une contribution financière de Santé Canada. Les opinions exprimées dans le présent bulletin ne reflètent pas nécessairement celles de Santé Canada.



► Le rapport *Toxicomanie au Canada* pose un regard critique sur plusieurs thèmes d'actualité.

Le CCLAT traite de questions clés en matière de toxicomanie

Dans le cadre du renouvellement de la Stratégie canadienne antidrogue en 2003, le CCLAT a été chargé de produire un « instantané » annuel des enjeux contemporains relatifs à l'alcoolisme et aux toxicomanies qui ont des répercussions sur l'élaboration de politiques. Le premier de ces rapports, *Toxicomanie au Canada : Options et enjeux actuels*, est paru en avril.

Après un vaste processus de consultation, on a choisi six thèmes à inclure dans le rapport initial. Le CCLAT a par la suite nommé une équipe de spécialistes en toxicomanie travaillant au Canada pour rédiger et réviser les chapitres. Le rapport souligne la nécessité pour toute politique canadienne sur la toxicomanie d'être fondée sur la recherche et des données probantes. Dans certains cas, les auteurs disent que la recherche est limitée; dans d'autres cas, la recherche existe mais elle n'est pas utilisée.

Un chapitre intitulé *Politiques relatives à l'alcool : nouvelles orien-*

tations se penche sur l'évolution contemporaine des politiques relatives à l'alcool, qui va de mesures de prévention visant à convaincre l'ensemble des Canadiens de boire moins, à la mise en œuvre de stratégies ciblant les méfaits associés à une consommation abusive d'alcool.

Le chapitre *Réduction des méfaits* traite de l'application de mesures de réduction des méfaits à un large éventail de problèmes associés à l'abus de substances.

Dans *Conduite sous l'influence de stupéfiants*, on traite des nouveaux défis stratégiques entourant la consommation de drogues au volant tout en faisant valoir que très peu de ce que nous savons au sujet de l'alcool au volant peut être appliqué à la compréhension de cet enjeu beaucoup plus complexe.

Le chapitre intitulé *Accès et recours aux traitements fondés sur des résultats* soulève l'écart entre la recherche et la pratique dans le traitement des toxicomanies et prend en considération certains des obstacles qui pourraient aller

à l'encontre de l'adoption d'approches de traitement factuel.

Dans *l'Abus des médicaments d'ordonnance*, on souligne certaines des raisons pour lesquelles l'abus de médicaments d'ordonnance est un problème si persistant et de quelle façon les produits pharmaceutiques sont détournés vers le marché noir. On propose également des moyens que pourrait prendre le Canada pour être davantage en mesure de réduire le problème.

Le chapitre *Sanctions de rechange pour l'usage et la possession de cannabis* présente un bref historique du contrôle du cannabis au pays depuis les années 60 et fait l'état d'une proposition d'un système d'amendes pour possession simple qui permettrait au Canada de se remettre au niveau de la majorité des démocraties occidentales.

Vous pouvez vous procurer des exemplaires du rapport de 48 pages auprès du CCLAT (version imprimée) ou en ligne (format PDF téléchargeable) à www.cclat.ca. □



► *L'Enquête sur les toxicomanies au Canada (ETC)* est disponible à www.cclat.ca (document de points saillants de 12 pages et rapport détaillé de 100 pages)

L'ETC, un guide en toxicomanie pour des années à venir

Les résultats détaillés de l'Enquête sur les toxicomanies au Canada (ETC), diffusés le 23 mars, devraient avoir une influence considérable sur l'élaboration de programmes et de politiques, de même que sur la recherche pendant de nombreuses années à venir.

Le rapport détaillé de 100 pages de l'ETC donne un bon aperçu national et d'une province à l'autre des habitudes de consommation d'alcool, de cannabis et d'autres drogues chez les Canadiens, de même que des répercussions de ces substances sur leur vie. Le rapport traite également des différences au

niveau des taux de consommation et des méfaits depuis l'Enquête canadienne sur l'alcool et les autres drogues de 1994 et l'Enquête nationale sur l'alcool et les autres drogues de 1989. Les points saillants de l'ETC ont été diffusés en novembre.

L'ETC révèle une augmentation de la consommation d'alcool et de cannabis depuis 1994, les Canadiens de moins de 25 ans représentant une grande partie de l'augmentation et de l'usage problématique. Le rapport détaillé présente également les méfaits autodéclarés que les personnes attribuent à leur consommation d'alcool et de drogues.

Les données complètes de

l'ETC seront rendues publiques en juin, permettant aux chercheurs canadiens de mener des analyses détaillées à partir de cette riche source de données. Les domaines ciblés qui doivent être étudiés de façon plus approfondie incluent notamment les systèmes de santé, les obstacles et l'accès au traitement, l'alcool et la drogue au volant, les aspects psychosociaux de la consommation d'alcool, les attitudes, les croyances et l'opinion publique, l'analyse détaillée des constatations sur la consommation de cannabis, les jeunes et les adultes plus âgés.

L'ETC a été menée entre décembre 2003 et avril 2004. □

Le CCLAT, hôte de la conférence nationale sur les toxicomanies

Le CCLAT planifie être l'hôte de « Questions de substance », la seule conférence nationale canadienne sur les questions reliées à la toxicomanie, du 13 au 16 novembre 2005 à Markham en Ontario.

ISSUES of
SUBSTANCE
Canadian Centre on Substance
Abuse National Conference 2005



QUESTIONS
de SUBSTANCE
Conférence nationale du Centre
canadien de lutte contre l'alcoolisme
et les toxicomanies 2005

Cette importante rencontre est appuyée par Santé Canada, le Conseil exécutif canadien sur les toxicomanies et des ministères provinciaux et territoriaux de la Santé. On prévoit que l'activité nationale très attendue aidera à stimuler le domaine des toxicomanies au Canada et à construire un sens renouvelé pour l'action.

La conférence, dont le thème est *Innovation et action*, sera axée

sur les contributions du Canada à la prévention, au traitement, à la réduction des méfaits et à l'application de la loi. La conférence devrait intéresser surtout les spécialistes du domaine des toxicomanies, les fournisseurs de traitements, les chercheurs, les

spécialistes de la prévention, les analystes de politiques, les responsables de l'application de la loi et les organismes privés et non gouvernementaux. On encourage également la participation des groupes les plus touchés par la consommation d'alcool et d'autres drogues.

On présentera aux participants des données à jour et crédibles sur la nature et la portée des toxico-

manies au Canada, de même que des politiques et des réponses programmatiques qui ont déjà commencé à faire leurs preuves et qui sont les principaux éléments de la proposition d'un Cadre d'action national sur la consommation et l'abus de substances. La conférence accueillera des conférenciers principaux reconnus à l'échelle nationale et internationale, notamment à l'occasion de séances plénières et de 24 séances simultanées traitant de prévention, de réduction des méfaits, de traitement et d'application de la loi.

La langue principale de la conférence sera l'anglais. Des services de traduction simultanée vers le français et l'anglais seront disponibles pendant toutes les séances plénières de même que pendant certaines séances simultanées.

Pour connaître les détails de la conférence Questions de substance, visitez le site Web du CCLAT à www.cclat.ca. □



Appel de résumés

Date limite : le 13 mai 2005

Questions de substance, la seule conférence nationale canadienne sur les toxicomanies, lance un appel de résumés en vue de présentations individuelles ou en séance. Les résumés présentés doivent porter sur des sujets en rapport avec le thème de la conférence et les lignes directrices des séances simultanées, y compris, mais sans s'y limiter, la prévention, la réduction des méfaits, le traitement et l'application de la loi. Il doit s'agir d'un travail récent qui présente de nouvelles connaissances ou encore des innovations en recherche ou dans les méthodes, qui repose sur des éléments probants et/ou des pratiques exemplaires et qui fait appel à des approches collaboratives. Dans la mesure du possible, les résumés présentés doivent également refléter les aspects liés au sexe et à la diversité et porter sur une variété de substances.

Renseignements : www.cclat.ca

SEP : le réseau de collaboration s'implante au niveau provincial

L'initiative Santé, éducation et services de police en partenariat (SEP) du CCLAT a vu le jour en 1994 et avait comme mission de faire tomber les barrières interdisciplinaires qui vont à l'encontre des solutions efficaces aux problèmes de drogues et d'alcool. En prenant appui sur les leçons apprises depuis ce temps, le CCLAT fait maintenant passer l'initiative SEP au palier suivant avec le lancement d'une nouvelle équipe de coordonnateurs du SEP dont les activités sont particulièrement axées sur les problèmes provinciaux-territoriaux.

Le Centre a organisé en février une séance de formation de deux jours sur le partage de l'information et la coordination pour les intervenants dans le domaine des toxicomanies à l'échelle du Canada qui seront au cœur du réseau

provincial-territorial. Jusqu'ici, sept provinces ont accepté de prendre part au réseau : l'Alberta, la Colombie-Britannique, le Manitoba, le Nouveau-Brunswick, l'Ontario, l'Île du-Prince-Édouard et la Saskatchewan. De plus, les efforts se poursuivent pour recruter des coordonnateurs d'autres provin-

ces. Le SEP lancera en juin un nouveau site Web visant à promouvoir les activités provinciales et à aider les coordonnateurs dans l'élaboration de stratégies antidrogue provinciales.

Pour de plus amples renseignements sur les coordonnateurs : kcumberland@ccsa.ca □



► Les principaux organismes d'intervention en matière de toxicomanie des sept provinces ont accepté que certains de leurs représentants rejoignent la formation de coordonnateurs du SEP (voir à gauche, les coordonnateurs, certains formateurs et membres du personnel du CCLAT lors de la première séance). Ils favoriseront un meilleur partage de l'information et une meilleure coordination des activités au sein de leur province ou territoire et avec tout le réseau SEP. L'objectif ultime consiste à appliquer une approche « multisectorielle » à des préoccupations provinciales-territoriales.

(Suite de la page 1)
généralement bien éduquée, la majorité des conseillers ont des diplômes universitaires et les employés considèrent leur travail enrichissant. Toutefois, certaines préoccupations ont été soulevées concernant les répercussions des ressources limitées sur les occasions d'avancement et de perfectionnement professionnels, et sur le recrutement et le maintien des effectifs. Les résultats de l'étude révèlent également que les conseillers de certains organismes n'ont pas toutes les compétences considérées comme étant

minimales par les gestionnaires. De plus, on constate un recours limité à certaines options peu coûteuses de perfectionnement professionnel, notamment, l'apprentissage électronique, l'autoformation pendant les heures de travail et le mentorat.

Le rapport servira de repère important qui permettra au CCLAT et à ses partenaires de mesurer les progrès éventuels à l'égard des questions émanant de l'enquête.

Vous pouvez consulter le rapport complet à www.ccsa.ca/pdf/ccsa-004023-2005.pdf □

À la recherche de financement?

Le CCLAT a créé une base de données de libre accès sur les sources de financement dans le domaine des toxicomanies. Elle présente approximativement 50 possibilités de subventions, y compris des fonds fédéraux et provinciaux pour la recherche, des occasions de soutien communautaire et des bourses pour étudiants.



Chaque fiche donne une brève description de la subvention et de l'information sur l'admissibilité, la nature du financement, les dates limites et les procédures à suivre pour présenter une demande. Toute suggestion visant à inclure dans la base de données des subventions existantes est bienvenue. Vous pouvez accéder à la nouvelle ressource à www.cclat.ca (voir Bases de données). □

Le CCLAT prend position sur le C-206

Le CCLAT a indiqué à un comité parlementaire chargé d'étudier la proposition d'étiquettes de mise en garde sur les produits d'alcool (projet de loi C-206) qu'il n'y a pas de preuve scientifique qui appuie l'efficacité des étiquettes de mise en garde pour modifier des comportements dangereux de consommation d'alcool.

Toutefois, dans sa présentation du 21 mars, le directeur général Michel Perron réitère la position du CCLAT à l'effet qu'il n'y a pas de « raison logique » pour exempter l'alcool des exigences d'étiquetage de mise en garde imposées à d'autres produits susceptibles d'être néfastes et vendus au Cana-

da. Il a toutefois suggéré l'utilisation de mesures plus efficaces que les mises en garde relatives à la santé et à la sécurité, notamment les étiquettes sur « l'unité standard de boisson ».

Il a préconisé la création d'un Groupe de travail national sur l'alcool en vue d'assurer un suivi des recommandations de l'Atelier thématique national sur la politique régissant la consommation d'alcool, animé par le CCLAT en novembre 2004, et l'affectation des recettes tirées de la taxation des produits de l'alcool au financement d'une stratégie soutenue en matière d'alcool et d'ETCAF.

Pour voir cette présentation : www.cclat.ca (Salle de médias → Discours et présentations). □

Activités

Pour de plus amples renseignements ou pour proposer une activité, consultez le Calendrier des événements à www.cclat.ca

19 au 21 mai — 2nd UK/European Symposium on Addictive Disorders. To match or not to match : enhancing client outcomes. London (Angleterre). Site Web : www.ukesad.org/. Adresse électronique : info@ukesad.org.

1^{er} au 3 juin — Professional Addictions Conference 2005. Insight into action. Edmonton. Site Web : <http://corp.aadac.com/pac/>. Adresse électronique : croth-diddams@shaw.ca.

6 au 8 juin — New Horizons Annual Addictions Conference. Toronto. Program and registration : http://addictionsontario-ca.canadawebhosting.com/PDF/New_Horizons_Reg.pdf. Adresse électronique : shelly@highonlife.org.

19 au 22 juin — 4^e Conférence nationale sur le tabagisme ou la santé. Ottawa. Site Web : www.4nct.ca/. Adresse électronique : conference2005@cctc.ca.

18 au 21 juillet — Symposium estival national sur les toxicomanies. Une cartographie du changement : évaluation et planification du traitement. Charlottetown (Î.-P.-É.). Site Web : www.ccsa.ca/indexF.asp?menu=&ID=205. Adresse électronique : mgrant@ccsa.ca.

9 septembre — Sixième journée internationale de sensibilisation au syndrome d'alcoolisme fœtal. Site Web : www.fasworld.com.

23 au 26 octobre — Making gains in mental health and addictions : transformation — challenges and opportunities. London (Ontario). Site Web : www.ontario.cmha.ca/content/inside_cmha/making_gains.asp. Adresse électronique : rachel@haliburtonhighlands.com

13 au 16 novembre — Conférence nationale du Centre canadien de lutte contre l'alcoolisme et les toxicomanies. Questions de substance. Markham (Ontario). Site Web : www.cclat.ca. Adresse électronique : info@ccsa.ca.

Une entente ouvre la voie au partage

Une entente officielle entre le CCLAT et la Fondation autochtone nationale de partenariat pour la lutte contre les dépendances témoigne de l'engagement des deux organismes à collaborer en vue de réduire les problèmes de toxicomanie dans les Premières nations et les collectivités inuites.

Un protocole d'entente signé en mars ouvre la voie au partage de l'information et de la recherche sur les toxicomanies grâce à l'établissement d'ateliers, de séances de formation et de conférences. Le but est de créer un fondement pour les programmes d'intervention et de prévention efficaces et adaptés aux différences culturelles dans les Premières nations et les collectivités inuites. La Fondation autochtone nationale de partenariat pour la lutte

contre les dépendances est un organisme non gouvernemental financé par Santé Canada et dont le mandat est de renouveler la qualité, l'efficacité et l'efficience des programmes de lutte contre l'abus de substances et les toxicomanies dans les Premières nations et les collectivités inuites. □



► Un protocole d'entente a été signé le 10 mars par Wayne Christian (gauche), membre du Conseil d'administration de la Fondation, et Bert Liston, membre du Conseil d'administration du CCLAT.